

## **STATUTS DE LA REGIE EAU ET ASSAINISSEMENT DES TERRES TOULOISES DOTEES DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIERE**

Adoptés en séance du 3 octobre 2019

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la Régie eau et assainissement des Terres Toulouises**

La Régie eau et assainissement des Terres Toulouises, instituée pour une durée illimitée, a pour objet :

- La gestion du service public de l'eau potable (service public industriel et commercial) ;
- La gestion du service public de l'assainissement des eaux usées (service public industriel et commercial) ;
- La gestion du service public des eaux pluviales (service public administratif).

Les budgets correspondants à chacun de ces services publics demeurent strictement distincts.

Son siège est celui de la Communauté de Communes Terres Toulouises, sise Rue du Mémorial du Génie – CS 40325 Ecrouves – 54201 TOUL CEDEX.

Sa zone de compétence correspond au territoire de l'établissement public de coopération intercommunal (*hors syndicat restant compétent en matière d'eau potable*).

La régie dotée de la seule autonomie financière est administrée, sous l'autorité du Président de la Communauté de Communes Terres Toulouises et du Conseil Communautaire, par un Directeur ainsi qu'un Conseil d'Exploitation et son Président.

### **Article 2 : Président de la Communauté de Communes Terres Toulouises**

Le Président de la Communauté de Communes Terres Toulouises est le représentant légal de la Régie eau et assainissement des Terres Toulouises et il en est l'ordonnateur. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil Communautaire. Il présente au Conseil Communautaire le budget et le compte administratif.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au Directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Président de la Communauté de Communes conserve le pouvoir de nommer et révoquer les agents et employés de la Régie.

### **Article 3 : Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres Toulouises**

De manière générale, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres Toulouises est compétent pour délibérer sur tous les sujets relatifs au fonctionnement de la Régie eau et assainissement des Terres Toulouises, sous réserve des délégations consenties au Bureau et au Président de la Communauté de Communes, après avis du Conseil d'Exploitation.

La Commission d'Appel d'Offres de la Régie est celle de la Communauté de Communes.

### **Article 4 : Directeur de la régie eau et assainissement**

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de Sénateur, Député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de Conseiller Régional, Conseiller Départemental ou Conseiller Municipal détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'Exploitation de la Régie.

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la Régie. A cet effet :

1. Il prépare le budget ;
2. Il procède, sous l'autorité du Président de la Communauté de Communes, aux ventes et aux achats courants, dans les conditions fixées par les présents statuts ;
3. Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président de la Communauté après avis du Conseil d'Exploitation.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte. En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Président de la Communauté, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

### **Article 5 : Conseil d'exploitation**

Le Conseil d'Exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la Communauté de Communes Terres Toulaises sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie.

Le Conseil peut par ailleurs procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle et présenter au Président de la Communauté de Communes toutes propositions utiles.

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son Président qui détermine l'ordre du jour.

Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

Le Directeur tient le Conseil au courant de la marche du service. Il assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les séances du Conseil d'Exploitation ne sont pas publiques.

### **Article 6 : Membres du Conseil d'exploitation**

Les membres du Conseil d'Exploitation sont au nombre de quatorze et sont désignés par le Conseil Communautaire, sur proposition du Président de la Communauté de Communes, parmi les Conseillers Communautaires et les Conseillers Municipaux, les Conseillers Communautaires devant détenir la majorité des sièges du Conseil d'Exploitation.

La durée des fonctions des membres du Conseil d'Exploitation est identique à celle de l'Assemblée Délibérante de la Communauté de Communes et, en tout état de cause, leurs fonctions prennent fin en même temps que celle du mandat de Conseiller Communautaire ou Municipal.

Les membres du Conseil d'Exploitation remplaçant les membres décédés, démissionnaires ou remplacés pour toute autre cause sont désignés par le Conseil Communautaire, lors de sa plus proche séance, sur proposition du Président de la Communauté et pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Les fonctions de membre du Conseil d'Exploitation sont gratuites.

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques. Ils ne peuvent :

1. Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
2. Occuper une fonction dans ces entreprises ;
3. Assurer une prestation pour ces entreprises ;
4. Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'Exploitation à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président de la Communauté de Communes.

Outre le Directeur de la Régie, sont membres à titre consultatif la Directrice Générale des Services et le Directeur Général Adjoint aux Ressources de la Communauté de Communes.

#### **Article 7 : Présidence et Vice-Présidence du Conseil d'exploitation**

Les membres du Conseil d'Exploitation élisent en leur sein, à la majorité absolue des suffrages exprimés, un Président et un Vice-Président qui supplée le Président du Conseil en cas d'absence ou d'empêchement.

L'élection du Président, puis celle du Vice-Président, ont lieu au scrutin secret sauf si les membres présents du Conseil décident unanimement d'y renoncer.

Si, au premier tour de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un second tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

#### **Article 8 : Convocation du Conseil d'Exploitation de la Régie et diffusion des comptes-rendus**

La convocation de la première réunion du Conseil est effectuée par le Président de la Communauté de Communes Terres Toulouses.

La convocation à chaque réunion du Conseil est effectuée par le Président du Conseil d'Exploitation ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le Vice-Président.

La convocation doit être envoyée au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion par courriel à l'adresse communiquée par chacun des membres.

La convocation doit mentionner la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Un compte-rendu de séance est transmis à chaque membre du Conseil d'Exploitation, au plus tard à l'occasion de la convocation suivante.

#### **Article 9 : Règles de quorum et de majorité applicables au sein du Conseil d'Exploitation**

Le Conseil d'Exploitation ne peut siéger que si plus de la moitié de ses membres en exercice est présente.

Si après une convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas obtenu, il est procédé à une nouvelle convocation, adressée au moins trois jours francs avant la date prévue pour la nouvelle réunion. Le Conseil se réunit alors sans condition de quorum.

Tout membre du Conseil d'Exploitation ou empêché en informera le Président du Conseil avant la séance. Il pourra donner procuration à un autre membre du Conseil de son choix, sous réserve d'en informer par écrit le Président du Conseil. Un membre présent ne peut bénéficier que d'une procuration.

Les avis et rapports du Conseil d'Exploitation sont adoptés à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

#### **Article 10 : Recours à des experts**

En fonction de l'ordre du jour et lorsqu'ils ne sont pas personnellement concernés par les affaires en discussion, les agents de la Régie peuvent être invités aux séances du Conseil d'Exploitation pour éclairer ses membres, sans pouvoir interférer dans les débats.

Dans le cadre de ses travaux, le Conseil peut décider de faire appel à des experts et/ou des personnes qualifiées extérieures. Ces experts ont pour vocation d'assister les membres du Conseil et ne peuvent avoir qu'une fonction consultative.

**Article 11 : Dispositions financières, comptabilité et dotation initiale**

Le budget et la comptabilité de la Régie sont tenus conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Les fonctions de comptable de la Régie sont remplies par le comptable de la Communauté de Communes.

La Régie est dotée de l'ensemble des installations et équipements nécessaires aux services publics dont elle a la gestion.

La Régie procède par ailleurs au remboursement des frais engagés pour ses services par les services centraux de la Communauté de Communes.

**Article 12 : Modification des statuts**

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres Toulaises peut procéder à la modification des présents statuts.

**Article 13 : Cessation d'activité**

La Régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil Communautaire qui détermine la date à laquelle ses opérations prennent fin. Les règles relatives à la cessation d'activité et à la liquidation de la Régie sont notamment fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.